

# Gaza: Nulle part où aller

GAZA, 22 juillet 2014 (IRIN) - Umm Mustafa, 50 ans, connaît la tristesse de quitter son domicile. Comme bon nombre de Gazaouis, cette mère de huit enfants passe des nuits agitées dans un abri géré par les Nations Unies pour la troisième fois en huit ans.

Mais cette fois, la situation est pire que jamais. Son mari, qui a eu une crise cardiaque peu de temps après les dernières attaques israéliennes de 2012, a du mal à marcher correctement. Umm, quant à elle, a récemment appris qu'elle avait un cancer.

Mais, malgré tout, la famille a dû refaire ses valises car, depuis neuf jours, sa ville de Beit Lahia est à nouveau affectée par des destructions. « Chaque fois que la guerre touche Gaza, nous sommes obligés de quitter [nos maisons] », a-t-elle dit avec lassitude en repensant au trajet jusqu'à Gaza. « Il y avait des bombardements continus autour de notre maison et les Israéliens menaçaient les habitants de notre quartier. Nous voulions au moins sauver nos vies ». Les forces armées israéliennes soulignent qu'elles ont averti – et non pas menacé – les Gazaouis qu'ils devaient quitter les quartiers qu'elles avaient l'intention de viser.

La famille dort désormais dans une école gérée par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) dans des conditions qui sont loin d'être adaptées aux malades. Elle a quitté sa maison spacieuse pour une salle de classe de 30 mètres carrés qu'elle partage avec 40 membres de sa famille élargie. Ils ont amené quelques couvertures et oreillers, mais il n'y a pas suffisamment de place pour coucher tout le monde.

De nouvelles personnes arrivent chaque heure. Depuis l'invasion terrestre israélienne du 17 juillet, des milliers d'autres Gazaouis ont abandonné leur domicile.

Il y a cinq jours, l'UNRWA offrait un hébergement à environ 22 000 personnes. Leur nombre a presque quadruplé puisqu'ils sont désormais 85 000 – ils sont donc bien plus nombreux que lors de la guerre dévastatrice de 2008, baptisée 'Opération Plomb Durci', qui a duré trois semaines. Des milliers d'autres personnes se sont installées chez des amis ou des parents. Des quartiers entiers de l'est de la ville de Gaza ont été vidés de leurs habitants, les familles choisissant de s'installer dans le centre de la ville pour échapper aux bombardements. L'hôpital Al-Shifa est lui aussi devenu un [abri non officiel](#) pour les déplacés.

Malgré l'[appel](#) du Conseil des Nations Unies à un cessez-le-feu immédiat, les violences ne se sont pas apaisées. Le dimanche 20 juillet a été le plus sanglant depuis la reprise des hostilités le 8 juillet : 13 soldats israéliens et plus de 100 Palestiniens, dont une majorité de civils, ont été tués.

## Manque de place

Les craintes liées au manque de place dans les abris s'intensifient d'heure en heure. Chris Guinness, porte-parole de l'UNRWA, a indiqué que l'agence pouvait héberger environ 100 000 personnes dans ces infrastructures – mais elles seraient « très à l'étroit ».

Il a ajouté que l'Office avait lancé un appel d'urgence pour récolter 60 millions de dollars afin de couvrir les frais engendrés par l'intervention d'urgence et la phase de rétablissement qui devrait

durer de 3 à 6 mois et permettre d'effectuer des réparations et de reconstruire. « Si les gouvernements ne répondent pas [à l'appel] dans les prochains jours, cela entravera notre intervention d'urgence », a-t-il dit.

Les journalistes d'IRIN se sont rendus à l'école qui abrite Umm Mustafa. Plusieurs centaines de personnes dorment dans les salles de classe, certaines à même le sol en raison du manque de matelas. Les familles s'efforcent de maintenir un semblant d'intimité derrière les bureaux qu'elles empilent dans la salle de classe. Elles partagent leur nourriture et leurs fournitures avec les personnes qui les entourent.

Sumaya, 40 ans, est mère de huit enfants. Elle jouait avec son petit-fils, dont la mère – la fille de Sumaya – est décédée (elle n'a pas été tuée dans les bombardements). Elle a dit à IRIN que ses fils étaient déjà au chômage avant la reprise des hostilités et qu'ils n'avaient pas pu aller à l'école en raison de la crise financière qui secoue Gaza.

« Nous ne manquons pas seulement d'argent, mais aussi de sûreté et de sécurité personnelle. Si nous n'avons pas les moyens de répondre aux besoins élémentaires de nos familles, nous essayons au moins de les mettre en sécurité », a-t-elle dit.

**« Cet incident, le premier de ce type à Gaza, a mis en danger les populations civiles ainsi que le personnel et a menacé la mission vitale d'assistance et de protection qu'accomplit l'UNRWA en faveur des réfugiés palestiniens à Gaza ».**

Bon nombre de déplacés interrogés par les journalistes d'IRIN ont indiqué que les forces israéliennes leur avaient demandé de quitter leur domicile. Mohammed, 37 ans, faisait la queue patiemment dans l'abri avec son bébé de 18 mois pour recevoir du lait pour l'enfant et des conserves pour le reste de la famille. Il a dit qu'il avait quitté son domicile après le passage des avions de l'armée israélienne qui larguaient des prospectus. Ils disaient : « Partez ou restez à vos risques et périls ».

Pendant ce temps, l'enclave reste bouclée, car les frontières avec l'Égypte et Israël sont **toujours fermées** en raison du blocus imposé depuis sept ans sur Gaza. Comme bon nombre de ceux qui ont trouvé refuge dans l'école, Mohammed se pose cette question : « Où allons-nous partir ? ».

« Nous [sommes ici] pour le bien de nos enfants », a-t-il ajouté. « Nous savons qu'il n'y a pas de lieu sûr à Gaza ».

### **L'UNRWA condamne le dépôt de roquettes dans son école**

L'UNRWA a annoncé que 64 de ces propriétés avaient été endommagées depuis le début de la crise, alors que les craintes liées à la politisation des abris enflent depuis la découverte de 20 roquettes dans l'une des écoles inoccupées de l'UNRWA. Depuis longtemps, Israël accuse le Hamas et d'autres groupes militants d'entreposer des armes dans des bâtiments civils.

Depuis, l'UNRWA fait l'objet de **critiques** de la part de représentants politiques israéliens et la chaîne de télévision 'Channel Two', la première chaîne d'information israélienne, prétend même qu'une ambulance de l'UNRWA a été utilisée pour transporter des militants à Gaza le 19 juillet –

l'accusation a été retirée et la chaîne a présenté ses excuses.

M. Guinness a indiqué que les accusations portées par les représentants politiques et les médias israéliens étaient dangereuses. Il a également condamné le dépôt d'armes dans l'école.

« Cet incident, le premier de ce type à Gaza, a mis en danger les populations civiles ainsi que le personnel et a menacé la mission vitale d'assistance et de protection qu'accomplit l'UNRWA en faveur des réfugiés palestiniens à Gaza », a-t-il dit.

Quand on lui a demandé quelles mesures avaient été prises pour que les personnes qui cherchent un refuge ne se retrouvent pas à nouveau en danger, M. Guinness a indiqué que l'agence enquêtait sur la situation.

« L'UNRWA dispose de procédures solides et bien établies pour assurer la neutralité de toutes ses installations incluant une politique stricte de non-armement ... L'UNRWA maintiendra et continuera de renforcer ses procédures », a-t-il dit.

ad-jd/ha/cb-mg/amz

**Theme (s):** [Paix et sécurité](#), [Réfugiés et déplacés](#), [Sécurité](#),

[Cet article ne reflète pas nécessairement les vues des Nations Unies]